« Vague rose » et syndicalisme : enseignements des expériences argentine et brésilienne

The 'Pink Tide' and the Labour Movement: Lessons from the Argentinean and Brazilian Experiences.

Thomas Collombat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10436>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.10436](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10436)

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Édition imprimée

ISBN : 1710-7377

Référence électronique

Thomas Collombat, « « Vague rose » et syndicalisme : enseignements des expériences argentine et brésilienne », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 13 mai 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10436>

Ce document a été généré automatiquement le 13 mai 2020.

Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

« Vague rose » et syndicalisme : enseignements des expériences argentine et brésilienne

The 'Pink Tide' and the Labour Movement: Lessons from the Argentinean and Brazilian Experiences.

Thomas Collombat

1. Introduction

- 1 Au courant de son histoire, le syndicalisme latino-américain a été associé à plusieurs archétypes, plus ou moins caricaturaux, et répondant à des logiques assez variées. Longtemps assimilé aux dynamiques corporatistes ne faisant de lui qu'un pantin des gouvernements, on a aussi souligné son rôle dans la contestation, parfois radicale, des nombreux régimes autoritaires que la région a connus. Plus récemment, c'est la « vague rose » ayant touché l'Amérique du Sud dans la première décennie du XXI^e siècle qui a mis en exergue le rôle parfois prépondérant de certaines organisations syndicales dans les victoires électorales de partis de gauche et l'application de leurs politiques publiques. À plusieurs égards, l'Amérique latine est alors devenue un « modèle » à suivre, une lueur d'espoir pour un mouvement syndical international désabusé et résigné à la lente érosion de ses acquis et à la perte de son influence politique.
- 2 Ces variations historiques invitent à poser un regard critique sur l'analyse du syndicalisme latino-américain comme acteur politique, sur sa problématisation et sur les différentes approches disciplinaires qui caractérisent son étude. Dans cet article, nous proposons une réflexion sur l'approche du syndicalisme en Amérique latine afin d'identifier en quoi ses développements récents permettent de nourrir les discussions non seulement sur l'étude de la région, mais aussi, plus largement, sur l'analyse du mouvement ouvrier. À cette fin, nous proposerons dans un premier temps un retour sur les différentes traditions théoriques étudiant le syndicalisme, mais aussi sur la problématisation de l'Amérique latine comme région, et en particulier de son

mouvement ouvrier. Nous nous déplacerons par la suite sur le plan empirique afin d'étudier plus précisément la période contemporaine, notamment la décennie de la « vague rose » et sa sortie, et ce afin non seulement de tester la capacité des cadres d'analyse traditionnels d'analyser ces épisodes, mais aussi d'en tirer des leçons pour les études du syndicalisme. Nous avançons par la suite un certain nombre de conclusions portant tant sur l'historicisation du mouvement ouvrier que sur ses héritages contrastés et ses contradictions.

- 3 Nous devons préciser ici que cet article se penche sur les aspects les plus institutionnels du syndicalisme et donc, en large partie, sur le secteur dit « formel » de l'économie. Nous sommes très conscients des limites que ce choix implique lorsqu'il s'agit d'étudier une région où l'économie informelle occupe une place importante. Toutefois, il nous semble que même à l'intérieur de ce périmètre, une réflexion pertinente peut être menée sur la façon dont cet acteur est construit comme objet de recherche et sur les réflexions plus larges que cela peut générer pour les études du syndicalisme.

2. Les approches du syndicalisme en Amérique latine : entre économie politique et néo-institutionnalisme historique

- 4 Fruit de la révolution industrielle et des dynamiques économiques et politiques qui en ont découlé en Europe, le syndicalisme a été avant tout étudié et théorisé à l'aune de concepts et d'outils méthodologiques européens, puis nord-américains. Sa naissance et son évolution coïncident avec le développement des sciences sociales modernes et la définition progressive des disciplines qui les constituent. La place centrale occupée par le mouvement ouvrier dans le capitalisme industriel en fit un objet d'études partagé par de nombreux champs (Chambarlac et Ubbiali 2005). Encore aujourd'hui, tant la sociologie que la science politique, l'histoire, les sciences économiques ou les relations industrielles se penchent sur le mouvement syndical, bien qu'à des degrés d'intensité très variables. Alors qu'il était au cœur des analyses politologiques et sociologiques du capitalisme industriel, sa place a constamment diminué dans les programmes de recherche et d'enseignement en sciences sociales depuis le début des années 1980. En Amérique du Nord, et au Québec en particulier, les relations industrielles, qui se définissent comme un carrefour disciplinaire, ont eu tendance à monopoliser le syndicalisme comme objet de recherche, mais aussi à se concentrer presque exclusivement sur sa fonction de négociation collective, au détriment de ses dimensions politiques.
- 5 Historiquement, l'étude du syndicalisme s'inscrit dans le contexte du développement du capitalisme industriel et de ses répercussions économiques et politiques dans les sociétés occidentales, notamment la généralisation du salariat, la « légalisation de la classe ouvrière » (Edelman 1993) par le biais de législations fixant les cadres des relations du travail, la mise en place de l'État-providence et des politiques sociales lui étant associées, puis la « crise » de ce dernier et l'avènement du néo-libéralisme. Il n'y a pas pour autant d'approche unifiée du syndicalisme, reflétant à la fois la diversité disciplinaire, mais aussi les théorisations contrastées de l'objet syndical lui-même. Gagnon (1991) distingue ainsi les appréhensions du syndicalisme comme pratiques discursives et non discursives, suivant que le chercheur s'attarde plutôt à la dimension

idéologique ou fonctionnelle du syndicalisme. Face aux limites des deux approches, elle avance une théorisation du mouvement syndical comme « dialectique instituée » permettant d'en saisir les tensions et contradictions inhérentes, entre mouvement social et institution politique et économique. Il s'agit ici de montrer combien le rapport du syndicalisme au système capitaliste est contradictoire : il est à la fois un terreau de contestation, permettant une remise en cause de la mise en compétition des forces de travail, et un outil du statu quo, contribuant par ses représentations politiques et son action industrielle à canaliser les excès du système et à le rendre ainsi plus acceptable.

- 6 Ceci n'est pas sans rappeler les travaux de Offe et Wiesenthal (1980) sur la double logique de l'action collective des organisations ouvrières. En comparant celles-ci avec les organisations patronales, les auteurs soulignent la singularité du défi syndical qui doit non seulement défendre les intérêts de la classe qu'il représente, mais aussi perpétuellement construire ces intérêts, produits d'un groupe, la classe ouvrière, aux contours toujours changeants et intrinsèquement hétérogènes. C'est ce cadre théorique, ancré dans une approche d'économie politique critique, que nous adoptons dans cet article afin d'identifier, dans les cas qui nous occupent, les tensions et les contradictions inhérentes aux syndicalismes argentin et brésilien, mais aussi les façons dont ils tentent de les dépasser.
- 7 Ce choix théorique a des implications méthodologiques. Face aux limites des études de cas isolés (peu généralisables) tant que des vastes études statistiques (qui forcent à réduire le nombre de facteurs explicatifs ou à ignorer les contextes spécifiques), Hyman (1998) souligne à la fois la nécessité et les limites de l'approche comparée. Celle-ci est en effet très répandue dans les études du syndicalisme, mais elle pose la question de la définition même du syndicalisme comme phénomène « universel » face au besoin de prise en compte des spécificités nationales, qu'il s'agisse des cadres juridiques ou, plus largement, des catégories analytiques associées au syndicalisme et qui peuvent varier d'un pays à l'autre. Hyman mentionne notamment l'importance du concept de « rapport salarial » dans la tradition analytique française, mais qu'il est difficile de transférer à d'autres contextes nationaux, ou encore la tendance chez plusieurs auteurs classiques en relations industrielles d'extrapoler la situation états-unienne ou britannique à l'ensemble de la planète, faisant fi des contextes nationaux ne s'inscrivant pas dans la tradition anglo-saxonne. Ces enjeux se retrouvent certes dans la plupart des recherches en politique comparée (Gazibo et Jenson 2004, Lichbach et Zucherman 1997), mais ils se posent de manière d'autant plus aiguë dans le cas du syndicalisme, tant les dynamiques de cet acteur s'insèrent dans les cadres politiques, juridiques, économiques et sociaux propres à chaque société. Nous optons donc ici pour une approche comparée du Brésil et de l'Argentine, deux des pays les plus peuplés du continent, mais aussi ceux où le mouvement ouvrier a joué un des rôles les plus importants dans la construction des modèles politiques en vigueur encore aujourd'hui. Cette comparaison nécessite toutefois un enracinement dans les contextes socio-politiques de ces États et plus largement dans les approches des syndicalismes latino-américains.
- 8 Dans un contexte analytique très marqué par les cadres de référence européens et nord-américains, comment est approché plus précisément l'objet syndical en Amérique latine ? Il convient ici de faire un détour par la perception de l'Amérique latine elle-même comme objet de recherche, comme espace, mais aussi comme construit politique, social et culturel. L'expression même d'Amérique « latine » témoigne du poids de

l'héritage colonial, notamment espagnol, portugais et français, sur sa définition (exogène). Il n'est ainsi pas anodin qu'un des ouvrages de référence sur la région la qualifie d'« extrême-occident » (Rouquié 1987). Alors que la plupart des pays latino-américains ont obtenu leur indépendance des couronnes ibériques bien plus tôt que les colonies africaines et asiatiques (autour de 1820), tant la géopolitique régionale que les rapports sociaux de production dans les différents États sont restés marqués par le passé colonial. Depuis le fait que l'Amérique lusophone reste unifiée contrairement à l'Amérique hispanophone (en raison des organisations distinctes des empires espagnol et portugais, et des conditions d'accès à l'indépendance) jusqu'à la prévalence du modèle latifundiste d'exploitation agricole (caractéristique des bourgeoisies créoles de l'ère coloniale), les marqueurs européens restent nombreux (Close 2017, Marques-Pereira et Garibay 2011).

- 9 Ce poids du passé a des implications pour la théorisation des dynamiques politiques dans la région. Ainsi, au sein de la science politique, le néo-institutionnalisme historique va prendre une place importante dans la littérature latino-américaniste. Les travaux de Collier et Collier (2002) constituent notamment une référence incontournable en la matière. Ils exposent l'importance des héritages historiques, mais aussi la centralité du mouvement syndical dans les dynamiques politiques régionales. La caractéristique fondamentale de ces processus est le corporatisme, c'est-à-dire une mécanique par laquelle l'État organise un système de représentation des intérêts unique et obligatoire, au sein d'organisations qu'il finance et dont il encadre étroitement les demandes et la gouvernance interne (Collier et Collier, 1991 : 51). L'approche comparée adoptée par Collier et Collier permet de distinguer différents cas de figure dans lesquels se jouent les dynamiques du corporatisme. Dans la plupart des cas, les racines historiques de ces phénomènes se retrouvent dans les régimes populistes des années 1930 cherchant à rompre avec les logiques oligarchiques caractéristiques des démocraties bourgeoises mises en place suite aux indépendances.
- 10 Les cas emblématiques de Perón en Argentine, Vargas au Brésil et Cárdenas au Mexique sont souvent mis de l'avant pour illustrer cette tendance. Face à une oligarchie économique et politique dont le pouvoir reposait principalement sur l'agriculture, ces leaders cherchent à la fois à développer une industrie nationale propre et à se reposer politiquement sur une classe ouvrière urbaine grandissante, mais désorganisée. Dans ce contexte, les organisations syndicales sont donc créées avant tout comme des outils de contrôle politique de la classe ouvrière (Bensusán 2000, Zapata 2000). Ces mécanismes ne reposent toutefois pas uniquement sur la coercition, et c'est bien une relation d'échange qui s'installe entre État et centrales syndicales, où le premier met en place des systèmes de protection sociale et de redistribution visant à améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, en échange de quoi les leaders syndicaux garantissent une « paix sociale », mais aussi un appui politique au chef d'État et à sa formation (De La Garza Toledo 2003). Les lois du travail représentent souvent la pierre d'assise de ces mécanismes. Malgré les changements de régime successifs, la plupart restent encore en place jusqu'à nos jours.
- 11 Autre caractéristique forte de l'analyse des dynamiques politiques de la région : la démocratisation. L'Amérique latine fut en effet un terreau fertile pour la « transitologie », cette branche de la science politique analysant les transitions démocratiques (Diamond, Linz et Lipset 1989). Alors que la période de la guerre froide fut marquée par de nombreux régimes autoritaires, militaires ou civils, la plupart de

ceux-ci tombent ou négocient un transfert de pouvoir dans les années 1980-1990. Au-delà des schémas explicatifs et des typologies de transitions produites à cette occasion, le rôle du syndicalisme s'en trouve à nouveau interrogé. Contrairement à certaines attentes, les syndicats ayant joué le jeu du corporatisme ne disparaissent pas au lendemain de la démocratisation. Bien qu'affaiblis, ils restent des acteurs économiques et politiques importants sous les nouveaux régimes (Bensusán et Cook 2015, Cardoso 2015). À leurs côtés, on trouve aussi des organisations qui ont largement résisté aux régimes autoritaires. L'une d'entre elles, la *Central Única dos Trabalhadores* (CUT) brésilienne, née dans la clandestinité en 1983, devient un symbole dont l'aura dépasse largement l'Amérique latine.

- 12 On se retrouve face à une situation où les schèmes explicatifs traditionnels du syndicalisme latino-américain sont remis en question. Les logiques corporatistes sont toujours présentes, mais n'exercent plus l'hégémonie qu'on leur attribuait jusqu'alors. Outil de contrôle, le syndicalisme joue maintenant également un rôle de résistance et d'articulation d'un projet de société global. Toutefois, le contexte de la démocratisation en est aussi un de crise économique (la fameuse « décennie perdue » latino-américaine) et d'instauration de politiques néolibérales de déréglementation économique, privatisation et réduction de la taille de l'État. Le mouvement syndical « indépendant » (celui en rupture avec les logiques corporatistes) doit donc s'engager rapidement dans d'autres batailles, cette fois-ci contre les gouvernements démocratiquement élus mettant en œuvre des programmes conservateurs, notamment sous l'impulsion d'institutions financières internationales. Certains syndicats, nouvellement créés ou transformés, décident d'accompagner ces réformes plutôt que de les combattre¹, créant ainsi encore plus de diversité au sein du mouvement syndical.
- 13 La situation actuelle questionne donc les cadres théoriques utilisés pour approcher le syndicalisme en général, et celui d'Amérique latine en particulier. D'une part, l'économie politique insiste sur les contradictions inhérentes à ce mouvement, et donc à la possibilité qu'il agisse, dépendant des circonstances, comme outil de résistance ou de statu quo. D'autre part, le néo-institutionnalisme historique se concentre plutôt sur la persistance des dynamiques socio-politiques, tout en acceptant qu'elles puissent changer, mais uniquement lors de moments de rupture radicale avec l'ordre existant. Notre objectif est donc d'analyser un épisode important de l'histoire récente des syndicalismes argentin et brésilien (la défaite d'un gouvernement progressiste et le retour au pouvoir de la droite après une décennie d'absence) afin de valider en quoi les cadres d'analyse traditionnels permettent de comprendre la réaction du mouvement ouvrier à ces changements politiques.

3. « Vague rose » et syndicalisme

- 14 L'arrivée au pouvoir de Hugo Chávez en 1999 au Venezuela a ouvert une période maintenant communément qualifiée de « vague rose ». En quelques années, la plupart des pays d'Amérique du Sud (et certains d'Amérique centrale) virent l'élection de gouvernements progressistes, tous en rupture plus ou moins marquée avec les politiques néolibérales de leurs prédécesseurs. À partir de 2012, cette phase commença toutefois à se refermer, la droite revenant au pouvoir dans plusieurs pays de la région, soit suite à des élections, soit, plus rarement, dans des conditions plus confuses, comme au Brésil. Là où les gouvernements de gauche persistent, plusieurs sont mis en

difficulté, notamment au Venezuela et, dans une moindre mesure, en Bolivie. Cette exceptionnelle synchronicité politique, additionnée à la mise en place de processus d'intégration (telle que l'Union des nations sud-américaines, UNASUR, ou l'Alternative bolivarienne pour les peuples, ALBA) a renforcé la perception d'une cohérence régionale, de l'existence d'un espace politique sud-américain distinct. Il convient donc d'interroger la position du mouvement syndical dans cette configuration historique spécifique, et sur l'existence éventuelle d'un « latino-syndicalisme ». Nous nous concentrerons ici sur les deux plus grands pays ayant connu la vague rose, l'Argentine et le Brésil.

3.1 La vague rose en Argentine : l'ère des Kirchner

- 15 L'entrée de l'Argentine dans la « vague rose » se fit dans des conditions pour le moins tumultueuses. La crise de 2001 avait non seulement mis à terre l'économie argentine, mais également entraîné une profonde instabilité politique. Alors que quatre présidents se succédèrent en l'espace de quelques semaines, le mécontentement se fit ressentir non seulement au sein des couches les plus pauvres de la société (symbolisées par le mouvement des *piqueteros*, personnes privées d'emploi et organisant des piquets de protestation, souvent en bloquant les axes routiers), mais également dans la classe moyenne, qui voyait elle aussi son avenir se boucher (et participe massivement aux *cacerolazos*, ces manifestations de rue spontanées dans lesquels les participants tapent sur des casseroles afin de faire le plus de bruit possible).
- 16 Ces contestations débouchent sur l'élection de Néstor Kirchner, candidat de la gauche péroniste, en 2003. Celle-ci ne relève toutefois pas, comme ailleurs en Amérique latine, d'un travail de longue haleine de la gauche soutenue par les syndicats. Kirchner est au contraire un pur produit de la politique argentine. Gouverneur de la province de Santa Cruz, dans le Sud du pays, il sut jouer sur les mécanismes internes du Partido Justicialista (PJ), le parti péroniste, notamment en s'assurant du soutien de plusieurs gouverneurs, tout en proposant une alternative au vide politique de l'époque.
- 17 Au pouvoir, Kirchner renoue avec la tradition du péronisme de gauche, notamment en adoptant une attitude beaucoup plus ferme vis-à-vis des prêteurs internationaux, en s'attaquant aux intérêts des grands producteurs agricoles argentins, et en promouvant une approche néo-développementaliste axée vers une réindustrialisation du pays (Sidicaro 2011). En outre, son gouvernement renationalise de nombreuses entreprises privatisées et passées sous contrôle étranger, dont certaines très symboliques comme la compagnie aérienne Aerolíneas Argentinas ou la pétrolière YPF.
- 18 Sur le plan des relations du travail, le gouvernement Kirchner a non seulement promu des négociations de branches (appelées *paritarias*) régulières afin de maintenir le pouvoir d'achat des travailleurs, mais il a également poussé pour une relance des négociations locales afin de permettre aux syndicats qui le pouvaient d'aller chercher des conditions encore plus favorables. Ces mesures ont permis une diminution sensible du taux de chômage, une amélioration des conditions salariales et la réincorporation de nombreux travailleurs dans le secteur formel. Des critiques soulignent toutefois que ces gains se sont souvent faits au prix du maintien d'une précarisation de l'emploi engagée dès l'époque des réformes néolibérales des années 1990 (Varela 2016). Mais ce sont ces mêmes travailleurs précarisés qui ont su s'emparer d'instances de représentations dans les milieux de travail spécifiques à l'Argentine² pour insuffler une énergie nouvelle aux

mobilisations syndicales sous les Kirchner, quitte à défier les structures officielles nationales. Les impacts du kirchnérisme sur le syndicalisme sont donc multiples et parfois contradictoires : relance des négociations collectives et amélioration du pouvoir d'achat viennent de concert avec un maintien de la précarité et une reprise de la conflictualité dans les milieux de travail.

- 19 Ce programme séduit bien entendu les centrales syndicales, qui offrent dans un premier temps un soutien enthousiaste au président (Armellino 2011). Toutefois, quand les politiques kirchnéristes commencent à trouver leurs limites, en particulier sous les mandats de Cristina Fernández de Kirchner, les tensions reprennent entre le camp péroniste et les centrales. S'ajoute à cela le fait que plusieurs, au sein de la *Central de Trabajadores de la Argentina* (CTA)³, reprochent aux Kirchner d'être revenus sur leur parole en refusant d'accorder une reconnaissance officielle à leur centrale, et en préférant consolider leur alliance avec la CGT.
- 20 Ces tensions finiront par avoir des conséquences très concrètes puisqu'en 2010 la CTA se divise entre soutiens critiques au kirchnérisme et ceux décidant de s'opposer plus frontalement au gouvernement. Les premiers forment la CTA de los Trabajadores (CTA-T), tandis que les seconds lancent la CTA Autónoma (CTA-A). Un mouvement similaire s'opère au sein de la CGT, qui se divise en trois courants : ses composantes les plus critiques dans la « CGT Azopardo » ; ceux continuant d'apporter leur soutien à Fernández de Kirchner se retrouvent au sein de la « CGT Balcarce » ; finalement les composantes les plus conservatrices se rallient à la « CGT Azul y Blanca » (Abal Medina 2016).

Tableau 1. Principales organisations syndicales argentines et leurs orientations politiques (2016)

Nom	Orientation politique
CGT Azul y Blanca	Conservatrice
CGT Balcarce	Péroniste, proche des Kirchner
CGT Azopardo	Progressiste, soutien critique des Kirchner
CTA de los Trabajadores (CTA-T)	Péroniste, proche des Kirchner
CTA Autónoma (CTA-A)	Progressiste, critique des Kirchner

Source : auteur

- 21 C'est donc sur un paysage syndical très éclaté que se conclut la « décennie gagnée » des Kirchner, mais aussi sur une scène où les mobilisations à la base sont importantes même si les gains des premières années suivant la crise de 2001 ont été contrecarrés par de nouveaux reculs, à la suite de la crise de 2008 notamment.

3.2 Macri ou le retour de la droite argentine

- 22 L'élection présidentielle argentine de 2015 consacra l'éclatement de la large coalition péroniste que Cristina Fernández de Kirchner et son défunt époux avaient bâti depuis le début des années 2000. Non seulement son « successeur officiel » et candidat du *Frente para la Victoria* (FPV), Daniel Scioli, était assimilé à l'aile plutôt modérée du kirchnérisme, mais en plus la « famille » péroniste se trouva à nouveau divisée par la candidature de Sergio Massa, représentant des courants plus conservateurs. À droite, l'*Unión Cívica Radical* (UCR), adversaire historique du péronisme, avait plutôt décidé

d'appuyer la candidature de Mauricio Macri, maire sortant de Buenos Aires et fondateur d'un nouveau parti d'orientation libérale, *Propuesta Republicana* (PRO). Ce dernier l'emporta de justesse au deuxième tour face à Scioli, scellant ainsi la période kirchnériste.

- 23 Les premières décisions prises par l'administration Macri donnèrent clairement le ton : dévaluation du peso face au dollar, assouplissement des contrôles à l'importation, et discours en faveur d'accords de libre-échange allant même jusqu'à suggérer que l'Argentine puisse rejoindre le Partenariat Trans-Pacifique. Plusieurs membres influents du cabinet Macri sont directement issus du milieu des affaires, et aucun effort n'est fait pour relancer les négociations collectives dans le secteur public, entraînant un appauvrissement de la fonction publique face à une inflation galopante (Fernández Massi et Belloni 2016).
- 24 Macri sut toutefois utiliser les leviers traditionnels de la politique argentine pour convaincre les trois CGT de s'asseoir avec lui : il a presque explicitement échangé un déblocage des fonds de certains programmes sociaux gérés par les syndicats pour obtenir de la centrale qu'elle accepte de se faire l'interlocutrice du gouvernement et de négocier ainsi les conditions de l'austérité (Rosemberg 2016a). Dans ce nouveau contexte politique qui ébranle leurs alliances politiques traditionnelles, les trois CGT ont décidé de se réunifier en août 2016, sans pour autant se doter d'une direction unique. À la place, c'est un « triumvirat » composé des dirigeants de chaque tendance qui mènera aux destinées de la centrale (Bruschtein 2016). Au-delà de la nécessité stratégique ayant conduit à la réunification, les dissensions internes restent donc fortes.
- 25 Sur le fond, la CGT a commencé par se battre sur ses priorités traditionnelles, c'est-à-dire celles touchant aux travailleurs formels « protégés » qui forment le cœur de ses adhérents (Balinotti 2017a). Face à la baisse du pouvoir d'achat, plusieurs de ses syndicats ont donc réussi à négocier des bonus salariaux de fin d'année, mais qui restent réservés à une portion somme toute minime de la classe ouvrière (Balinotti 2016). Au plan national, c'est la bataille contre l'*impuesto a las ganancias* qui anima de nombreuses mobilisations. Cet impôt sur le revenu est considéré par la CGT comme pesant trop lourdement sur la classe moyenne. Or, Macri avait annoncé vouloir se reposer encore plus sur cette source de revenus pour combler les déficits publics. La CGT en avait fait un de ses chevaux de bataille et, au terme de plusieurs mois de négociations, a réussi à faire battre le projet de Macri au congrès national, où le président est minoritaire, en utilisant les liens historiques qu'elle possède avec les blocs parlementaires péronistes (Rosemberg 2016b). Force a été de constater que même sans gouvernement péroniste, la CGT conserve une influence non négligeable dans la sphère parlementaire.
- 26 Les CTA, quant à elles, se retrouvent dans une opposition forte au gouvernement et un refus de s'asseoir à la table tant que certaines revendications ne seront pas satisfaites, notamment la relance des *paritarias*. Elles ont organisé conjointement une grande *Marcha Federal* le 31 août 2016 à Buenos Aires, le jour même où, symboliquement, les représentants de la CGT rencontraient le gouvernement au ministère du Travail, sous les fenêtres duquel passait la manifestation. Outre les militants des deux CTA, les cortèges comptaient de nombreuses organisations politiques de gauche et de la constellation péroniste (notamment La Campora, mais aussi la « *Corriente Federal* » de la CGT ne se reconnaissant dans aucun des trois courants à la direction de la CGT). On

notait aussi la présence de mouvements traditionnellement alliés du Kirchnérisme, comme les Mères de la Place de Mai, ainsi que de nombreuses banderoles et affiches demandant la libération de Milagro Sala, leader du mouvement indigène (et affilié à la CTA) Túpac Amaru, et emprisonnée depuis janvier 2016 pour détournement de fonds, accusation rejetée par ses alliés qui la considèrent plutôt comme une prisonnière politique⁴.

- 27 Outre les centrales syndicales, les mobilisations sont aussi le fait des groupes représentant les travailleurs précarisés, pauvres ou de l'économie informelle. Ils sont principalement issus du mouvement *piquetero* de la crise de 2001 et rassemblent notamment les travailleurs organisés en coopératives dont plusieurs ont obtenu le soutien du gouvernement dès les premières années de l'ère Kirchner (Quijoux 2011). Parmi eux, la *Confederación de Trabajadores de la Economía Popular* (CTEP), l'organisation *Barrios de Pie*, et la *Corriente Clasista y Combativa* (CCC) sont les principales organisations réunissant des travailleurs de l'économie sociale ou du secteur informel, non représentés par les syndicats traditionnels. Elles furent les principales instigatrices d'une grande marche le 7 août 2016, jour de la San Cayetano (saint-patron du travail, journée traditionnelle de revendications syndicales en Argentine), réclamant une meilleure reconnaissance au gouvernement Macri.
- 28 Parmi les centrales, ce sont les CTA qui sont traditionnellement plus proches de ces mouvements et il n'est pas rare de voir leurs militants dans les manifestations des groupes de travailleurs informels, et vice-versa. Suite aux premières négociations engagées par la CGT avec le gouvernement Macri, la CTEP, Barrios de Pie et la CCC se sont inscrites en faux contre ces discussions et ont soutenu l'initiative des CTA d'aller vers la grève générale (Silva de Sousa 2016). Par contre, il est intéressant de constater que c'est la CGT qui, de concert avec la CTEP, a organisé une manifestation le 18 novembre 2016 pour soutenir l'adoption par le Congrès d'une loi d'urgence sociale en faveur des travailleurs les plus démunis. On peut ainsi parler d'un phénomène d'incorporation de ces mouvements, similaire à celui vécu par les syndicats traditionnels sous Perón (Rossi 2015). Ces groupes sont pris entre une volonté d'autonomie et de renouvellement du lien de la société civile à l'État, et une nécessité de bâtir des alliances politiques pour arriver à leurs fins, quitte à le faire auprès d'organisations corporatistes traditionnelles. Les rapports parfois ambivalents de la CTEP à la CGT comme aux CTA sont révélateurs de ces tensions.
- 29 L'unité d'action observée entre les deux CTA a atteint un nouveau sommet à la fin janvier 2017, quand les deux organisations ont annoncé entamer les démarches pour leur réunification (Bruschtein 2017). Le processus devait toutefois prendre au moins un an et obtenir l'aval de toutes les instances. Contrairement à la CGT dont l'histoire est jalonnée de divisions et de rassemblements, la rupture de la CTA était un événement difficile dans sa jeune histoire. Avant la fusion formelle, les travaux en commun, notamment la mobilisation contre Macri, devaient se poursuivre de concert⁵.
- 30 Finalement, après des mois de sollicitations et de pressions, la CGT accepta de déclencher sa première grève générale contre le gouvernement Macri le 6 avril 2017 (Balinotti 2017b). Soutenue par les CTA, cette grève n'a toutefois pas été organisée conjointement par les centrales et a été largement couverte dans les médias comme « la grève générale de la CGT ». Pour les CTA, c'est tout de même une victoire tactique importante puisqu'elles savent qu'à elles deux, en raison de la forte concentration de leur audience dans le secteur public, elles ne peuvent déclencher de grève générale

significative. L'appel de la CGT, qui a notamment bloqué les transports en commun de la capitale argentine, a eu un impact beaucoup plus important. Il lance un message au gouvernement Macri que le temps du dialogue est arrivé à sa fin.

3.3 La vague rose au Brésil : le régime du PT

- 31 Au Brésil, l'élection de Luis Ignacio « Lula » da Silva lors de sa quatrième tentative, est surtout la consécration du travail de terrain effectué par le *Partido dos Trabalhadores* (PT), qui avait patiemment réussi non seulement à construire et renforcer l'image de son leader, mais aussi à faire élire des députés et des maires dans plusieurs régions importantes du pays. Auréolé par son image de « parti antisystème », le PT bénéficiait d'une réputation de pureté tranchant avec la corruption endémique du système politique brésilien. Pour la CUT, il s'agissait de l'aboutissement de décennies d'action politique et l'ouverture d'une période au cours de laquelle ses revendications allaient enfin pouvoir être considérées à Brasília, tant en ce qui concerne l'encadrement légal du syndicalisme que dans le domaine plus vaste des politiques sociales et économiques. De fait, plusieurs dirigeants CUTistes passèrent au gouvernement, non seulement au ministère du Travail, mais aussi dans d'autres secteurs (Galvão 2016).
- 32 Les résultats ne furent toutefois pas à la hauteur des attentes syndicales, car s'il contrôlait la présidence, le PT n'a jamais été proche d'avoir une majorité à lui seul au Congrès fédéral. Ceci l'a forcé à constituer des coalitions de gouvernement toujours plus hétéroclites et à ne pouvoir appliquer l'ensemble de son programme, abandonnant ainsi toute refonte majeure du Code du travail, clé de voute du système corporatiste de relations du travail. Une exception importante fut la reconnaissance légale des centrales syndicales, finalement acquises en 2007, et qui conduiront à une recomposition du paysage syndical national puisqu'elle fixe un seuil minimum de membres pour être reconnue. C'est ainsi que naissent plusieurs nouvelles centrales, dont l'*União Geral dos Trabalhadores* (UGT) et la *Nova Central Sindical dos Trabalhadores* (NCST) (Galvão, Marcelino, and Vieira Trópia 2015).
- 33 Sur le plan des politiques économiques et sociales, il est généralement reconnu aux gouvernements du PT, en particulier sous les deux mandats de Lula, d'avoir réduit la très grande pauvreté, notamment via le programme *Bolsa Família*. Toutefois, aucune rupture durable avec le modèle de développement précédent n'a été constatée. Tant la primarisation de l'économie brésilienne que sa financiarisation sont restées des caractéristiques majeures, et les conséquences s'en sont fait ressentir sur le marché du travail. Alors qu'un léger recul du « travail informel » s'est vérifié, la précarité de l'emploi est restée galopante, tant en termes de qualité des emplois que des conditions de travail (Braga 2014). Purdy (2017) rappelle que même sur le marché formel, les deux premières catégories d'emplois restent les travailleuses domestiques et les agents de centres d'appel. Boito et Saad Filho (2016) avancent ainsi que, plutôt qu'un conflit capital-travail, c'est avant tout l'affrontement entre les bourgeoisies « interne » et « internationalisée » qui a caractérisé les luttes au sommet de l'appareil d'État sous les gouvernements du PT, c'est-à-dire entre les élites favorisant un développement national autonome, et celles préférant une large ouverture aux capitaux étrangers.
- 34 Sur le plan des mobilisations, celles-ci apparurent surtout sous les mandats de Dilma Rousseff (2011-2016), en raison des effets de la crise économique qui a nui aux capacités redistributrices de l'État brésilien. Si le nombre de grèves, surtout locales, a fortement

augmenté, les tentatives de mobilisation nationales sont, quant à elles, restées très modestes. Le symbole le plus éclatant de cette incapacité des centrales à canaliser la contestation furent sans doute les « Journées de juin », en 2013, au cours desquelles un vaste mouvement d'opposition à la hausse des tarifs du transport en commun a su non seulement mettre dans la rue des foules considérables, mais aussi faire fléchir plusieurs administrations locales (Saad Filho 2014, Purdy 2017). Les centrales sont restées, au mieux, des acteurs périphériques de ce mouvement. Si le choix stratégique du PT s'est révélé gagnant dans un premier temps, il n'a su s'appuyer sur des mobilisations continues, notamment dans les milieux de travail. Éventuellement, les syndicats en arrivent même à être dépassés par d'autres mouvements sociaux comme moteurs de la contestation.

- 35 La proximité de la CUT avec le PT créa par ailleurs de nombreuses dissensions dans son aile gauche, conduisant à la création de plusieurs petites organisations sécessionnistes, notamment l'Intersindical et Conlutas. En 2007, les syndicats de la CUT proches du *Partido Comunista do Brasil* (PCdoB), allié traditionnel mais versatile du PT, quittent également la centrale pour former la *Central dos Trabalhadores do Brasil* (CTB). Au final, les années de pouvoir du PT donnent surtout lieu à une division assez forte du mouvement syndical.

Tableau 2. Principales organisations syndicales brésiliennes et leurs orientations politiques (2016)

Nom	Orientation politique
Nova Central Sindical dos Trabalhadores (NCST)	Conservatrice
Força Sindical (FS)	Centre-droit
União Geral dos Trabalhadores (UGT)	Centre-gauche
Central Única dos Trabalhadores (CUT)	Gauche, proche du PT
Central dos Trabalhadores do Brasil (CTB)	Gauche, proche du PCdoB
Conlutas	Gauche, en rupture avec le PT
Intersindical	Gauche, en rupture avec le PT

Source : auteur

3.4 Impeachment et retour de la droite au Brésil

- 36 La fin du quatrième mandat pétiste au Palais du Planalto fut autrement plus dramatique que l'élection présidentielle argentine de 2015. Après des mois d'efforts, l'opposition à la présidente Dilma Rousseff, réélue en 2014, réussit à la déloger en mai 2016 en utilisant la procédure de destitution (impeachment) prévue à la Constitution brésilienne. Déclenché sous prétexte d'irrégularités budgétaires pourtant largement utilisées par d'autres gouvernements brésiliens (le « rétropédalage fiscal », c'est-à-dire le maquillage de certains déficits budgétaires), l'impeachment a été amplement dénoncé par le PT et d'autres composantes de la gauche comme permettant en fait à la droite de revenir au pouvoir en ayant pourtant perdu l'élection de 2014 (Purdy 2016). C'est ainsi que la manœuvre fut vite qualifiée de « coup d'État » (Jinkings, Doria et Cleto 2016). Bien qu'elle n'en ait pas été à l'origine, la droite brésilienne sut profiter de la vague de mécontentement déclenchée par les Journées de juin, pour la transformer en sa faveur. Alors que les manifestations de 2013 portaient à l'origine un discours de

classe visant à une meilleure justice sociale, elles ont été réarticulées autour d'une thématique anti-corruption visant presque exclusivement le PT (Fortes 2016).

- 37 Force est de constater qu'une fois consacré président, l'ancien vice-président de Rousseff, Michel Temer, a engagé une réorientation drastique des politiques publiques et appelé l'opposition de droite à siéger au gouvernement, consacrant ainsi la rupture de son parti avec le PT (Cowan 2016). Le report de l'âge de la retraite et le gel des dépenses publiques ont symbolisé ce virage (Benites 2017).
- 38 Le monde syndical est passablement ébranlé par la tournure des événements. Du fait de son association historique avec le PT, la CUT est fortement assimilée, dans l'opinion publique, au gouvernement Dilma. Elle a d'ailleurs explicitement condamné et combattu la démarche d'impeachment, aux côtés de la CTB. Leur capacité de mobilisation a toutefois été limitée. Une tentative de grève générale le 11 novembre 2016 n'a donné lieu qu'à de faibles manifestations, notamment du fait que les autres centrales s'en sont retirées. La CUT a également réussi à mettre de son côté les principales organisations syndicales internationales de la région, la Confédération syndicale des Amériques (CSA) et la Coordination des centrales syndicales du Cône Sud (CCSCS), qui ont toutes deux condamné le coup d'État (CSA 2016, CCSCS 2017).
- 39 Il n'y a toutefois pas unanimité au sein des centrales brésiliennes. À l'autre extrémité du spectre, on trouve FS. Son leader, Paulinho, qui a fondé un nouveau parti politique (*Solidariedade*), a pris fait et cause pour la démarche d'impeachment et est en dialogue ouvert avec l'administration Temer. FS a également annoncé son retrait de la CSA, considérant cette dernière comme étant sous l'influence de la CUT (Força Sindical 2016). Cette centrale reconnaît la légitimité de la procédure de destitution et reste en phase avec son positionnement historique de dialogue avec les gouvernements considérés à droite. L'UGT prône une approche legaliste du « coup d'État », indiquant que celui-ci est malgré tout resté dans les règles constitutionnelles. Le dialogue avec le gouvernement, même s'il est moins explicite que dans le cas de FS, vise notamment à retarder l'adoption des mesures néolibérales afin de prendre le temps de monter la mobilisation. Dans tous les cas, les centrales sont traversées par des courants contradictoires. Dans toutes les organisations, on trouve à la fois des partisans et des opposants du nouveau gouvernement.
- 40 Malgré les divisions et les difficultés de mobilisation rencontrées par le mouvement syndical, la contestation du gouvernement Temer s'est organisée ailleurs, notamment dans le secteur de l'éducation, avec l'occupation de milliers d'écoles, en particulier dans l'état du Paraná (Sud), pour protester contre les coupes faites dans ce secteur par le nouveau président (Pureza 2016). Les tensions sont vives toutefois, la droite la plus dure ayant été vivifiée par le renversement de Dilma Rousseff et cherchant parfois à intervenir de force dans les écoles.
- 41 Finalement, le 28 avril 2017, une première véritable grève générale unitaire est organisée, à l'appel de la quasi-totalité des centrales syndicales (Lima 2017). Mobilisant près de 40 millions de travailleurs d'après les syndicats, elle est la première démonstration de force de grande ampleur contre le gouvernement Temer. Elle n'a toutefois pas été suffisante pour bloquer son projet de flexibilisation du marché du travail. En effet, celui-ci est adopté dès le printemps 2017 et consacre des principes vus dans bien d'autres réformes d'inspiration néolibérale (Bragon et Carneiro 2017). Elle autorise notamment les conventions collectives à déroger aux lois du travail, même si cela est en défaveur des travailleurs, et elle fait reposer une grande responsabilité sur

les négociations locales, au sein même des entreprises, alors que la présence syndicale y est historiquement très faible. Elle supprime également les controversées cotisations syndicales obligatoires (appelées « impôt syndical »), mais sans les remplacer par un mode de financement viable pour les organisations syndicales. Divisé et affaibli par la chute de son principal allié politique, le mouvement syndical brésilien est donc plus que jamais sur la défensive. Misan essentiellement sur son alliance avec le PT, la CUT, longtemps fer-de-lance du mouvement ouvrier brésilien, se retrouve avec des capacités de mobilisation très réduites qui l'empêchent d'exercer une influence politique significative.

4. Des leçons pour l'approche du syndicalisme

- 42 En quoi cette comparaison entre les expériences argentine et brésiliennes de la vague rose et de sa sortie permet-elle de réfléchir aux cadres d'analyse traditionnels du syndicalisme latino-américain ? Conduit-elle par ailleurs à identifier avant tout des différences ou des similitudes entre ces deux cas nationaux ? Nous nous pencherons dans un premier temps sur les apports du néo-institutionnalisme historique, puis sur ceux des approches en économie politique critique afin de mieux éclairer ce moment politique.
- 43 Si la démocratisation prétendait, à bien des égards, dépasser voire éliminer les mécanismes corporatistes typiques des rapports État-syndicalisme au Brésil comme en Argentine, force est de constater que ceux-ci lui ont au moins partiellement survécu. Les formes de cette résilience peuvent varier : elles peuvent parfois concerner les institutions formelles (des organisations ou des lois du travail qui restent en place et continuent de jouer un rôle majeur dans les dynamiques syndicales) ou informelles (des pratiques et des normes qui conditionnent le comportement des acteurs).
- 44 Dans le cas de l'Argentine, ce sont en grande partie les acteurs et les mécanismes de l'ère corporatiste qui ont été réactivés par le kirchnérisme. Tant les Kirchner eux-mêmes que la CGT ne représentent pas une rupture forte avec ces dynamiques, mais plutôt leur mise à jour, au sein d'un programme politique progressiste. La CTA a certes cherché à développer une alternative, inspirée par l'exemple de la CUT brésilienne, mais elle s'est finalement heurtée au refus des Kirchner de l'intégrer pleinement à la mécanique corporatiste, tout en se divisant quant à l'attitude à avoir face au gouvernement. Au Brésil, l'alliance CUT-PT est certes née dans l'opposition au corporatisme et en particulier à son utilisation sous les régimes autoritaires, mais elle a finalement, une fois arrivée au pouvoir, tendu à en reproduire les logiques. La grande proximité entre le parti et la centrale ont à la fois contribué à l'adoption de mesures progressistes et nuí progressivement à l'image de la CUT, perçue comme trop docile face à son allié partisan.
- 45 La conception du syndicalisme par l'économie politique critique nous amène à réfléchir à des dimensions plus proprement stratégiques. Le défi de devoir, de façon simultanée, à la fois défendre et définir les intérêts de la classe ouvrière, conduit à penser la nécessité de l'unité d'action et organisationnelle comme clé de voute de la construction d'un rapport de force. Ici, l'intérêt de la comparaison Argentine-Brésil touche tant à la période de la vague rose qu'à sa chute. Ainsi, on constate dans les deux pays une tendance à la division organisationnelle sous les régimes progressistes. La question de l'attitude à adopter face à un gouvernement sympathique aux revendications

syndicales, mais forcé à faire des concessions provoque de nombreux débats et divisions internes. C'est plutôt lors de la sortie de la vague rose que les deux cas se mettent à contraster assez fortement.

- 46 En Argentine, malgré des divisions persistantes, les centrales tendent à la fois à une réunification interne et à la création de fronts unis d'action. Au Brésil, au contraire, la scène syndicale persiste dans sa fragmentation voire même l'approfondit, en se déchirant autour de l'enjeu de la destitution de Dilma Rousseff et de la légitimité de son successeur. Là encore, les héritages distincts du corporatisme jouent un rôle. Le Brésil a connu une augmentation exponentielle du nombre de ses centrales syndicales dans les premières années de la démocratisation, puis sous les gouvernements pétistes. Du fait de leur interdiction sous le modèle corporatiste brésilien et de la persistance des syndicats fantômes permis par ce même système après la démocratisation, le Brésil n'a pas développé de tradition d'unité structurelle et connaît aujourd'hui une scène syndicale aussi divisée que sa scène partisane. Le corporatisme argentin, au contraire, misait beaucoup sur une seule grande centrale comme partenaire privilégiée du pouvoir politique, la CGT. Même si la création de la CTA a bousculé les habitudes à partir des années 1990, la tendance à l'unité reste forte, y compris entre des organisations en concurrence les unes avec les autres. Si l'on se fie à la première année suivant le retour de la droite, la tendance à l'unité semble avoir porté ses fruits, dans la mesure où les syndicats argentins ont fait preuve d'une meilleure capacité de résistance que leurs alter ego brésiliens. Ici ce sont donc les modalités différenciées du corporatisme et de ses héritages qui ont donc joué un rôle sur la capacité d'action politique du syndicalisme. Les cadres légaux hérités du corporatisme, en particulier, ont conditionné les pratiques politiques et organisationnelles des centrales, déterminant notamment leur degré d'unité ou, au contraire, de division.
- 47 Finalement, c'est la position parfois contradictoire du syndicalisme, à la fois agent de négociations et porte-parole politique, qui est interrogée par les approches de l'économie politique critique. On assimile ainsi le syndicalisme en négociation à une tendance visant au renforcement du statu quo tandis que c'est dans l'action politique qu'il retrouverait son lien au « mouvement social » et à la capacité transformatrice de la classe ouvrière. Or, la comparaison Argentine-Brésil de sortie de la vague rose invite à une interprétation beaucoup plus nuancée. En effet, c'est bien l'implantation du syndicalisme argentin dans les milieux de travail (c'est-à-dire dans les établissements, publics ou privés, au niveau local) et son recours à la négociation collective qui lui a permis de garder une capacité de mobilisation au moment de l'élection de Macri. Au contraire, la stratégie de la CUT brésilienne de concentrer toutes ses énergies dans l'alliance avec le PT et le contexte d'accès très difficile au milieu de travail (dû à l'héritage du corporatisme brésilien) ont nui à l'organisation d'une opposition populaire à la destitution de Rousseff et au retour de la droite au pouvoir. Ces observations nous incitent à rappeler, à l'instar de Gagnon, que « tout ce que les syndicats font – et ne font pas – est bel et bien de l'ordre du politique » (Gagnon 2003, 27) et qu'il convient donc de ne pas limiter à la sphère partisane ou au rapport direct à l'État ce qui doit être considéré comme une action syndicale politique. Si dialectique il y a, elle n'est pas entre d'une part l'action en milieu de travail et d'autre part l'action politique, mais bien entre l'institutionnalisation du syndicalisme (qu'elle soit industrielle ou étatique) et sa capacité à contester le système et construire une alternative.

5. Conclusion

- 48 Ce tour d'horizon empirique et analytique d'un épisode majeur de l'histoire récente de l'Argentine et du Brésil nous conduit à identifier des enseignements quant à l'approche du syndicalisme, non seulement dans un contexte latino-américain, mais aussi plus largement. Tout d'abord, la nécessité d'historiciser toute analyse du mouvement ouvrier en sort renforcée. Malgré l'impression de « nouveauté » générée par la période de la vague rose, il est très clair que les trajectoires historiques des différents syndicalismes ont joué un rôle de premier plan dans la façon dont ceux-ci se sont impliqués, mais aussi dans leur capacité de réaction à la chute des régimes progressistes.
- 49 Dans cette lignée, l'analyse de la vague rose et de sa sortie indique clairement combien les héritages du corporatisme doivent être pris comme un ensemble diversifié et hétérogène. S'il a certes été historiquement conçu comme un système de contrôle politique dont plusieurs conséquences se font encore ressentir aujourd'hui, il a également contribué à la consolidation de certaines pratiques sur lesquelles s'appuient aujourd'hui des organisations en rupture avec le modèle autoritaire. Plus largement, ces nuances invitent à ne pas définir l'acteur syndical latino-américain, même historicisé, uniquement en termes de contrôle politique.
- 50 Finalement, c'est plus largement la question de la séparation artificielle entre politique et économie qui est posée par cette étude. Alors que le syndicalisme latino-américain a longtemps été défini avant tout dans son rapport à l'État, une analyse plus fine de ses dynamiques montre la nécessité de l'appréhender dans sa totalité, c'est-à-dire y compris dans son rôle de représentation et de négociation dans les milieux de travail. À cet égard, le besoin d'une approche pluridisciplinaire dans la construction de l'objet syndical est à nouveau mis de l'avant, et ce même dans un contexte où l'importance du secteur informel pourrait inciter à délaisser la sphère des relations du travail formelles.

BIBLIOGRAPHIE

- Abal Medina, Paula (2016). Los trabajadores y sus organizaciones durante los gobiernos kirchneristas, *Nueva Sociedad*, no 264, pp. 72-86.
- Armellino, Martín (2011). Sindicatos et politique sous les gouvernements kirchneristes, *Problèmes d'Amérique latine*, no 82, pp. 33-53.
- Balinotti, Nicolás (2016). Fuerte disparidad en los bonos de fin de año, *La Nación*, 27 novembre, p. 27.
- Balinotti, Nicolás (2017a). El Gobierno busca respaldo sindical para avanzar con su agenda de reformas laborales, *La Nación*, 20 janvier, p. 14.

- Balinotti, Nicolás (2017b). La CGT desafía al Gobierno con su primer paro general contra el plan económico, *La Nación*, 6 avril, disponible en ligne : <http://www.lanacion.com.ar/2005182-la-cgt-desafia-al-gobierno-con-su-primer-paro-general-contra-el-plan-economico>.
- Benites, Afonso (2017). Entenda a nova proposta de reforma da Previdência de Temer, *Folha de São Paulo*, 23 novembre, disponible en ligne : https://brasil.elpais.com/brasil/2017/11/23/politica/1511462959_394417.html.
- Bensusán, Graciela (2000). *El modelo mexicano de regulación laboral*. Mexico, Plaza y Valdes.
- Bensusán, Graciela et Maria Lorena Cook (2015). State-Corporatist Legacies and Divergent Paths. Argentina and Mexico, dans Teri L. Caraway, Maria Lorena Cook et Stephen Crowley (sous la direction de), *Working Through the Past. Labor and Authoritarian Legacies in Comparative Perspective*, Ithaca : ILR Press/Cornell University Press, pp. 142-163.
- Boito, Armando et Alfredo Saad Filho (2016). State, State Institutions, and Political Power in Brazil, *Latin American Perspectives*, vol. 43, no 2, pp. 190-206.
- Braga, Ruy (2014). Precariado e Sindicalismo no Sul Global, *Revista Outubro*, no 22, pp. 36-61.
- Bragon, Ranier et Mariana Carneiro (2017). Câmara aprova reforma trabalhista, que segue agora para o Senado, *Folha de São Paulo*, 18 avril, disponible en ligne : <http://www1.folha.uol.com.br/mercado/2017/04/1878976-plenario-da-camara-aprova-texto-base-da-reforma-trabalhista.shtml>.
- Bruschtein, Julián (2016). Un triunvirato para unificar a la CGT, *Página/12*, 22 août, disponible en ligne : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-307485-2016-08-22.html>.
- Bruschtein, Julián (2017). La unidad contra el ajuste, *Página/12*, 30 janvier, disponible en ligne : <https://www.pagina12.com.ar/17056-la-unidad-contra-el-ajuste>.
- Cardoso, Adalberto (2015). “Your Defensive Fortress” : Workers and Vargas’s Legacies in Brazil, dans Teri L. Caraway, Maria Lorena Cook et Stephen Crowley (sous la direction de), *Working Through the Past. Labor and Authoritarian Legacies in Comparative Perspective*, Ithaca : ILR Press/Cornell University Press, pp. 164-178.
- CCSCS (2017). Más Democracia para Brasil, Montevideo, Coordinadora de Centrales Sindicales del Cono Sur.
- Chambarlac, Vincent et Georges Ubbiali (sous la direction de) (2005). *Épistémologie du syndicalisme. Construction disciplinaire de l’objet syndical*, Paris : L’Harmattan.
- Close, David (2017). *Latin American Politics. An Introduction*, Toronto : University of Toronto Press.
- Collier, Ruth Berins et David Collier (2002). *Shaping the Political Arena. Critical Junctures, the Labor Movement, and Regime Dynamics in Latin America*, Notre Dame, University of Notre Dame Press.
- Cowan, Benjamin A. (2016). Holy Ghosts of Brazil’s Past, *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, no 4, pp. 346-352.
- CSA (2016). CSA condena el golpe parlamentario en Brasil, São Paulo, Confederación Sindical de las Américas, disponible en ligne : <http://csa-csi.org/MultiItem.asp?pageid=11354>.
- De La Garza Toledo, Enrique (2003). Mexican Trade Unionism in the Face of Political Transition, *Research in the Sociology of Work*, no 11, pp. 207-228.
- Diamond, Larry, Juan J. Linz et Seymour Martin Lipset (sous la direction de) (1989). *Democracy in Developing Countries. Latin America*, Boulder, Lynne Rienner.
- Edelman, Bernard (1993). *La légalisation de la classe ouvrière*, Paris, Christian Bourgeois.

Fernández Massi, Mariana, et Paula Belloni (2016). Los derechos y la derecha : el empleo público en tiempos de Macri, *Épocas*, no 3, disponible en ligne : <http://revistaepocas.com.ar/los-derechos-y-la-derecha-el-empleo-publico-en-tiempos-de-macri/>

Força Sindical (2016). Apoio a Dilma provoca racha em central sindical latinoamericana, disponible en ligne : <http://fsindical.org.br/imprensa/apoio-a-dilma-provoca-racha-em-central-sindical-latino-americana>

Fortes, Alexandre (2016) Brazil's Neoconservative Offensive, *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, no 3, pp. 217-220.

Gagnon, Mona-Josée (1991). Le syndicalisme : du mode d'appréhension à l'objet sociologique, *Sociologie et sociétés*, vol. 23, no 2, pp. 79-95.

Gagnon, Mona-Josée (2003). Syndicalisme et classe ouvrière. Histoire et évolution d'un malentendu, *Lien social et Politiques*, no 49, pp. 15-33.

Galvão, Andréia (2016). Political Action and the Brazilian Labour Movement : Issues and Contradictions Facing PT Governments, *Studies in Political Economy*, no 97, pp. 270-284.

Galvão, Andréia, Paula Marcelino et Patrícia Vieira Trópia (2015). *As Bases Sociais das Novas Centrais Sindicais Brasileiras*, Curitiba : Appris.

Gazibo, Mamoudou et Jane Jenson (2004). *La politique comparée : fondements, enjeux et approches théoriques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal.

Hyman, Richard (1998). La recherche comparative sur le syndicalisme : état des lieux, *Sociologie et sociétés*, vol. 30, no 2, pp. 11-30.

Jinkings, Ivana, Kim Doria et Murilo Cleto (sous la direction de) (2016). *Por Que Gritamos Golpe ? Para Entender o Impeachment e a Crise Política no Brasil*, São Paulo, Boitempo.

Lichbach, Mark Irving et Alan S. Zucherman (sous la direction de) (1997). *Comparative Politics. Rationality, Culture, and Structure*, Cambridge : Cambridge University Press.

Lima, Daniela (2017). Sindicalistas vão usar 1º de Maio para convocar atos em Brasília contra reforma da Previdência, *Folha de São Paulo*, 29 avril, disponible en ligne : <http://painei.blogfolha.uol.com.br/2017/04/29/sindicalistas-vao-usar-1o-de-maio-para-convocar-atos-em-brasilia-contr-reforma-da-previdencia/>

Marques-Pereira, Bérengère et David Garibay (2011) *La politique en Amérique latine. Histoires, institutions et citoyennetés*, Paris : Armand Colin.

Offe, Claus et Helmut Wiewenthal (1980). Two Logics of Collective Actions : Theoretical Notes on Social Class and Organizational Form, *Political Power and Social Theory*, no 1, pp. 67-115.

Purdy, Sean (2016). Brazil at the Precipice, *NACLA Report on the Americas*, vol. 48, no 2, pp. 107-110.

Purdy, Sean (2017). Brazil's June Days of 2013 : Mass Protest, Class, and the Left, *Latin American Perspectives*, vol. 46, no 4, pp. 15-36.

Pureza, Fernando (2016). Brazil's Student Upsurge, *Jacobin*, novembre, disponible en ligne : <https://www.jacobinmag.com/2016/11/brazil-student-occupations-temer-pt-psol-education>

Quijoux, Maxime (2011). Usines récupérées d'Argentine : des mobilisations ouvrières à dimension locale, *Cahiers des Amériques latines*, no 66, pp. 91-105.

Rosemberg, Jaime (2016a). Macri les reintegró el dinero de las obras sociales a los gremios, *La Nación*, 3 août, disponible en ligne : <http://www.lanacion.com.ar/1924229-macri-les-reintegro-el-dinero-de-las-obras-sociales-a-los-gremios>

Rosemberg, Jaime (2016b). Un acuerdo entre la CGT y el Gobierno destraba el debate por el proyecto de Ganancias, *La Nación*, 20 décembre, p. 8.

Rossi, Federico M. (2015). The Second Wave of Incorporation in Latin America : A Conceptualization of the Quest for Inclusion Applied to Argentina, *Latin American Politics and Society*, vol. 57, no 1, pp. 1-28.

Rouquié, Alain (1987). *Amérique latine. Introduction à l'Extrême-Occident*, Paris, Seuil.

Saad Filho, Alfredo (2014). Brazil : Development Strategies and Social Change from Import-Substitution to the « Events of June », *Studies in Political Economy*, no 94, pp. 3-30.

Sidicaro, Ricardo (2011). Gouvernement et oppositions en Argentine (2008-2011), *Problèmes d'Amérique latine*, no 82, pp. 55-75.

Silva de Sousa, Marcelo (2016). Disconformes con la CGT, las agrupaciones sociales juntan fuerzas con la CTA, *La Nación*, 17 octobre, p. 9.

Varela, Paula (2016). Balancing the New and the Old : Precarious Workers' Resistance in Rank and File Unionism in Argentina, *WorkingUSA*, no 19, pp. 105-123.

Zapata, Francisco (2000). La historia del movimiento obrero en América Latina y sus formas de investigación, dans Enrique De La Garza Toledo (sous la direction de), *Tratado Latinoamericano de Sociología del Trabajo*, Mexico, Colégio de México/Fondo de Cultura Económica, pp. 371-392.

NOTES

1. On pense ici notamment au Sindicato de Telefonistas de la República Mexicana (STRM) et au Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación (SNTE) au Mexique, à Força Sindical (FS) au Brésil et à certaines fractions de la Confederación General del Trabajo (CGT) en Argentine.
2. Appelées comisiones internas et cuerpos de delegados, ces instances sont formées de délégués élus par les travailleurs directement dans l'entreprise. Elles peuvent être liées aux structures syndicales nationales, mais ont, à plusieurs reprises, manifesté leur autonomie, à l'image des mouvements de shop stewards britanniques.
3. La CTA a été fondée en 1991 à l'issue d'une scission de la CGT, reprochant à cette dernière son soutien aux politiques néolibérales du président Carlos Meném.
4. Ces données ont été recueillies lors de l'observation de cette manifestation, réalisée par l'auteur.
5. Ces démarches d'unification avorteront par la suite, et la CTA-T s'engagera plutôt dans une réunification avec la CGT.

RÉSUMÉS

Cet article propose une analyse comparative de l'action des syndicats argentins et brésiliens pendant la période appelée « vague rose », soit celle durant laquelle un grand nombre de gouvernements progressistes furent au pouvoir en Amérique du Sud, ainsi qu'à la fin de celle-ci, quand des partis politiques de droite reviennent au pouvoir. À partir d'un cadre d'analyse ancré

dans l'économie politique critique et le néo-institutionnalisme historique, l'approche comparée permet de faire ressortir la résilience des dynamiques corporatistes, mais aussi leurs spécificités nationales, induites par des héritages politiques et juridiques distincts. L'implantation différenciée des syndicats argentins et brésiliens dans les milieux de travail, ainsi que leurs rapports distincts à la scène partisane et à l'unité syndicale expliquent en grande partie les différences observées au moment de la chute des gouvernements progressistes.

This article offers a comparative analysis of Argentina and Brazil's labour movement during and immediately after the "Pink Tide", a period during which most South American countries elected progressive governments. We adopt an analytical framework combining critical political economy and historical neo-institutionalism that points to the resilience of corporatist dynamics but also to their domestic specificities, due to divergent political and legal legacies. The contrasting implementations of Argentinean and Brazilian unions in workplaces, as well as their relations to political parties and to organizational unity explain most of the differences observed after the fall of the progressive governments in their respective countries.

INDEX

Mots-clés : syndicalisme, Amérique latine, économie politique critique, néo-institutionnalisme historique, corporatisme

Keywords : unionism, Latin America, critical political economy, historical neo-institutionalism, corporatism

AUTEUR

THOMAS COLLOMBAT

Professeur agrégé de science politique, Département des sciences sociales, Université du Québec en Outaouais, Canada, thomas.collombat@uqo.ca